PROCES VERBAL

Session : Ordinaire

Membres En Exercice : 23 Présents : 16 Procuration : 6 Votants : 22

L'An Deux Mille Vingt-Trois, le dix juillet, dans la Salle du Conseil, le Conseil Municipal, sur convocation faite le six juillet deux mille vingt-trois, s'est réuni sous la Présidence de Madame Rachel COTTA, Maire.

Présents :

Mme COTTA Rachel, M. REYNAUD Bernard, Mme MASSELLO Elodie, M. GALVÉ Serge, M. PERRIN Mathieu, Mme DE VAULX Emily, M. MADEIRA Antonio, Mme COLOGNAC Régine, M. FERROUSSIER Franck, Mme BONNEFOI Natacha, Mme KWIATKOWSKI Stéphanie M. GUERBAS Nasser, Mme QUINTEIRO Sandrine, M. TOUATI Philippe, M. PEILA Jean-Marc, Mme PUAUX Mylène.

Absents avec procuration :

M. Dominique JARNIAS a donné procuration à M. Franck FERROUSSIER
M. Fabrice CARTA a donné procuration à Mme Rachel COTTA
Mme Joëlle PLANCHON a donné procuration à Mme Mylène PUAUX
M. François ROUBY a donné procuration à M. Bernard REYNAUD
Mme Claudette HAOND a donné procuration à M. Philippe TOUATI
Mme Mallory ALES a donné procuration à M. Jean-Marc PEILA

Absent (excusé) : M. Pierre MORELLI

Secrétaire de séance : Mme Sandrine QUINTEIRO

Rachel COTTA

En préambule, je souhaite vous proposer d'ajouter deux points à l'ordre du jour que vous avez reçu.

Le premier point est la motion adoptée par l'Association des maires et des présidents de communautés de l'Ardèche concernant les violences faites aux élus. Avec cette motion, nous voulons à la fois condamner toutes les violences inacceptables exercées sur les élus et les agents publics, apporter notre soutien aux victimes de ces violences et enfin alerter l'État sur cette situation inacceptable.

MOTION : MOTIONS FAITES AUX ELUS

Les menaces et les violences faites aux élus locaux sont en constante augmentation depuis plusieurs années et les faits de violence constatés depuis quelques semaines sont le signe d'une dangereuse accélération de ce phénomène.

En mars, le domicile de Yannick Morez, maire de Saint-Brevin-les-Pins, a été visé par un incendie criminel après de nombreuses contestations et menaces relatives à un projet de centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Sa démission a fait grand bruit et a mis en lumière une énième manifestation de la violence à laquelle doivent de plus en plus faire face les élus dans l'exercice de leur mandat.

Citons aussi le maire de Magnières, Edouard Babel, violemment agressé le mois dernier alors qu'il tentait de mettre fin à des troubles causés par les locataires de sa salle municipale.

Et enfin, Vincent Jeanbrun, maire de l'Hay les Roses, dont le domicile a été attaqué il y a quelques jours, entraînant l'hospitalisation de ses proches.

Il s'agit d'exemples. Les menaces physiques, verbales ou écrites perpétrées, parfois par des groupes organisés, à l'encontre des élus locaux ces dernières semaines sont nombreuses et révèlent une crise civique et démocratique profonde qui concerne aussi bien les personnes dépositaires de l'autorité publique que les agents publics.

Face à ce constat :

- l'Association des maires et des présidents de communautés de l'Ardèche souhaite un renforcement des moyens mobilisés et des actions engagées localement pour lutter contre les violences faites aux élus. Les moyens d'enquête dont disposent la police et la gendarmerie sont insuffisants, conduisant à un nombre considérable de classements sans suite, ce qui ne peut être accepté.

- l'Association des maires et des présidents de communautés de l'Ardèche appelle d'urgence à une évolution des sanctions pénales prononcées à l'encontre des auteurs de ces agressions physiques et verbales. Ces modifications législatives, demandées par l'Association des Maires de France, doivent permettre de porter ces sanctions à un niveau correspondant à la protection dont doivent bénéficier les élus.

- l'Association des maires et des présidents de communautés de l'Ardèche soutient les actions engagées par l'Association des Maires de France et sollicite ainsi une mobilisation forte de l'État pour déployer localement les mesures de protection des élus locaux annoncées récemment par le Gouvernement. Cela doit permettre de mettre un terme à ces violences et de lutter contre leur banalisation.

Ainsi, l'Association des maires et des présidents de communautés de l'Ardèche condamne avec fermeté les violences inacceptables exercées sur les élus et les agents publics et apporte son plein et entier soutien aux victimes de ces actes de violence qui ne doivent pas restés impunis.

Les élus locaux sont les garants de notre pacte social et démocratique. Ils doivent donc être protégés et soutenus par l'État comme par la population car servant l'intérêt général et incarnant notre République au quotidien.

Délibération adoptée à l'unanimité

SUBVENTION AU SC CRUASSIEN

Rachel COTTA

La seconde délibération concerne la situation de notre club de foot le SCC. Je vous informe que le 29 juin 2023, le Président du tribunal judiciaire de Privas a désigné Monsieur Bruno Bertholet, administrateur judiciaire à Avignon, en qualité d'administrateur provisoire de l'association Sporting club cruassien de football pour une durée de 6 mois.

Monsieur l'administrateur provisoire aura pour mission :

- de procéder à la réunion d'une assemblée générale pour résoudre la crise ;
- de gérer et diriger l'association en attendant soit le retour à une situation normale, soit la dissolution.

Avec notre cabinet d'avocats qui s'est mis en relation avec l'administrateur le vendredi 7 juillet, nous avons avancé sur une partie du dossier du foot concernant le district et les licences des jeunes notamment... nous essayons de faire le maximum pour ne pas bloquer la possibilité aux jeunes de continuer à jouer au foot à la rentrée prochaine.

C'est pourquoi, afin de sauvegarder le maintien de l'activité de notre club de foot, et en accord avec l'administrateur provisoire, avec qui, j'ai été en contact direct le vendredi 7 juillet dans l'après-midi, je vous propose de verser une partie du reliquat de subvention soit 10.000 euros.

Cette somme permettra, à celui-ci, le paiement des cotisations de la ligue et du district.

Nasser GUERBAS

Pour rappel, le Sporting Club Cruassien de Foot, perçoit une subvention annuelle supérieure à 23 000 €. À ce titre, une convention d'objectifs portant sur la période 2021/2023 a été conclue entre l'association et la commune, pour un montant total de 150 000 €.

Ainsi et conformément à la convention, le club de foot a perçu :

- une subvention de 80 000 € au titre de l'exercice 2021
- une subvention de 35 000 € au titre de l'exercice 2022. Sur l'exercice 2022, un trop versé de 17 500 € a été effectué par les services. Un ordre de reversement, auprès de l'association, a été demandé et à ce jour, aucun reversement n'a été effectué.
- Donc sur 2022 : le club a perçu 52 500 €

Compte tenu de l'incapacité des dirigeants de cette association à produire le compte rendu financier et le rapport d'activité de l'association au titre des années 2021 et 2022, la subvention 2023 ne pouvait pas être versée à cette dernière.

Le 29 juin 2023, du fait des difficultés financières importantes du club, le Président du tribunal judiciaire de Privas a désigné Monsieur Bruno Bertholet, administrateur judiciaire à Avignon, en qualité d'administrateur provisoire de l'association Sporting club cruassien de football pour une durée de six mois.

Monsieur l'administrateur provisoire a pour mission :

- de procéder à la réunion d'une assemblée générale pour résoudre la crise ;
- de gérer et diriger l'association en attendant soit le retour à une situation normale, soit la dissolution.

À notre demande, Monsieur l'administrateur a pris attache auprès du Président du district pour obtenir un report du paiement des cotisations qui bloquent la préparation de la prochaine saison.

La collectivité a proposé à Monsieur l'Administrateur provisoire de verser une partie de la subvention 2023 soit 10.000 euros, pour régulariser les dettes du club vis-à-vis du district, pour la saison 2022/2023.

Cette somme permettra le paiement des cotisations de la ligue et du district en vue de sauvegarder, à titre conservatoire, l'activité de cette association dans l'attente de la résolution de la crise par l'administrateur provisoire.

Le Conseil Municipal,

Vu le CGCT et notamment ses articles L2121-29 et L 2311-7

Considérant l'attachement de la collectivité au maintien de l'association SCC,

Après en avoir délibéré :

- Propose le versement partiel de la subvention pour un montant de 10 000 €, qui sera versé sur le compte de la Caisse des dépôts et consignation de la SELARL DE SAINT-RAPT-BERTHOLET
- Dit que les crédits correspondants sont inscrits au chapitre 65 article 6574 du budget primitif 2023

RACHEL COTTA

L'administrateur m'a contacté vendredi après-midi pour faire un point sur la situation du club et sur la saison prochaine. Je lui ai fait part de la grande inquiétude des parents, des membres, des éducateurs et des élus sur l'avenir du club. Il propose une rencontre le mercredi 12 juillet à 14h00 dans la salle du conseil pour ceux qui souhaitent l'interroger et répondre à leurs inquiétudes.

Philippe TOUATI

Pour ce qui vient d'être lu c'est à peu près clair. Je voudrais revenir sur un point « l'incapacité des dirigeants à produire les comptes financiers et rapports d'activités pour 2021 et 2022 ». Qu'est-ce qu'on attend d'eux ? Il me semble que des choses ont été produites.

Nasser GUERBAS

Pour le mandat précédant celui de M MAPAKOU, il y a eu une assemblée générale et les comptes fournis étaient clairement indiqués comme provisoires. C'est tout ce que nous avons eu. Et jusqu'à aujourd'hui nous n'avons eu rien d'officiel comme c'est stipulé dans la convention. Nous devrions avoir le bilan du club 6 mois après la fin de la saison.

Philippe TOUATI

Il me semble que des choses ont été produites. Des choses ont été refusées. On souhaiterait avoir un éclaircissement net sur cet aspect-là. On met en cause des personnes ; peut-être à juste titre, peut-être à tort, je ne sais pas. Il faut que ce soit bien clair. Et pour avoir rencontré les gens de cette association, j'ai d'autres sons de cloche et j'imagine que c'est entre les deux. Le bilan précédent était flagué de la mention provisoire et il a été fourni ensuite sans cette mention. Et les autres années ont été fournies et on leur a demandé de faire justifier cela par un commissaire aux comptes. Ils l'ont fait pour une saison et pas pour l'autre. Et a priori, car on n'a pas plus d'éclaircissement de votre part, ils ont proposé de fournir ce document mais cela a été refusé. Les élus d'opposition ont fait un point précis avec eux et on souhaite faire un point précis avec vous sur cette phrase là qui ne reflète pas totalement les choses.

Rachel COTTA

Aujourd'hui, comme on l'a précisé, l'administrateur dirige et gère le club de foot. Donc il pourra répondre à toutes ces questions. En toute neutralité. Pour ce qui nous concerne, il y a eu plusieurs réunions et rencontres avec le Président du club où il lui a été demandé, comme c'est inscrit dans la convention signée avec l'équipe précédente, de fournir des documents comptables certifiés par un commissaire aux comptes. Pour le reste ce sont des interprétations et je ne rentrerai pas plus dans le détail. C'est dans les mains de la justice et cela pour différentes raisons. Mais il est important de rester très prudent sur le sujet. Dans la décision de justice, Monsieur le Président du club de foot s'est permis de m'attaquer sur mon intégrité. Et donc on va faire un éclaircissement sur tous les éléments du club. Car je n'aime pas que l'on m'accuse de mensonge ou de ne pas avoir fait les choses dans les règles. C'est aussi pour cela que l'on a fait appel à un cabinet d'avocats car on a bien senti arrivé les problèmes dès la fin de l'année dernière ; on a subi de manière régulière des attaques, parfois très injustifiées, sans nous permettre de clarifier les choses. Aujourd'hui on a l'occasion de pouvoir en toute neutralité éclaircir la situation du club et surtout d'être tourné vers l'avenir et de faire le maxi pour que ce club fonctionne dans de bonnes conditions.

Jean-Marc PEILA

J'ai une remarque concernant la phrase sur les missions de l'administrateur. Notamment « gérer et diriger l'association en attendant soit le retour à une situation normale ». Ce qui me fait peur c'est ce qu'il y a après « soit la dissolution ».

Rachel COTTA

Nous aussi.

Jean-Marc PEILA

Moi je pense qu'une municipalité doit tout mettre en œuvre pour pas qu'il n'y ait de dissolution.

Rachel COTTA

Rajouter une délibération en dernière minute et harceler le cabinet de l'administrateur ce n'est pas suffisant pour te montrer qu'on fait le maximum ?! Et payer 10.000 euros pour des choses qui sont en attente depuis l'année dernière... Je pense que c'est la preuve comme quoi nous souhaitons trouver une alternative pour la rentrée prochaine. Par contre il est clair que comme tout club qui se trouve dans une telle situation, et il y en a beaucoup, la fin peut être une dissolution. Ce n'est pas ce que nous recherchons. Mais aujourd'hui la situation du club, et son niveau d'endettement, ne sont pas clairs, aujourd'hui la solution en accord avec l'administrateur c'est de verser cette subvention, sur un compte spécifique, pour sécuriser la transaction et que cela aboutisse à l'objectif de départ : régulariser la situation avec le district. Mais personne n'a aujourd'hui de vision claire de la situation du club. Donc nous sommes dans l'incapacité de connaître la suite.

Jean-Marc PEILA

Pour compléter mon propos. J'ai participé avec Philippe à des réunions avec l'équipe du SCC. Et j'avais l'impression que la dette ne dépassait pas 17.500 euros. Ce que j'ai compris dans les différentes discussions. Et 17.500 euros par rapport à une dissolution du club, pour une ville comme Cruas, j'aurai bien vu que cela n'existe pas.

Rachel COTTA

D'abord ce n'est pas nous qui avons décidé des missions de l'administrateur. C'est un jugement du Tribunal. Et pour ce qui est des dettes, clairement c'est nettement au-dessus. Mais attendons les retours.

Ph TOUATI

Qui a saisi le tribunal ? Pour quel motif ? on n'a pas la saisine du Tribunal ?

R COTTA

Pourquoi on l'a saisi. Je cite le jugement « La commune de Cruas fait valoir la conclusion d'un contrat d'objectifs avec l'association pour les années 2021, 2022 et 2023 qui associe sa contribution financière à la production dans les six mois de la clôture de chaque exercice un certain nombre de documents, notamment financiers, qu'elle indique ne pas avoir obtenu. Elle cite deux créanciers de l'association qui ont été réglés par des chèques non provisionnés et considèrent que ses dirigeants gèrent la structure d'une façon telle que son fonctionnement est rendu impossible et son activité est gravement en péril. »

Délibération adoptée à l'unanimité

CADEAUX POUR LE DÉPART EN RETRAITE DES AGENTS

Bernard REYNAUD

Compte tenu du principe de libre administration des collectivités territoriales, les organes délibérants des collectivités doivent définir les prestations qu'ils souhaitent mettre en œuvre.

Dans le cadre de sa politique sociale, à l'occasion d'évènements, une collectivité peut notamment offrir à ses agents des cadeaux, des chèques cadeaux et des bons d'achat.

Ainsi, dans le cadre des départs en retraite des agents de la collectivité (agents titulaires, stagiaires ou contractuels), la collectivité attribue le montant suivant à un cadeau de départ pour les agents concernés :

- Ancienneté au sein de la collectivité inférieure à 10 ans : 75 euros TTC
- Ancienneté au sein de la collectivité de 10 ans à moins de 20 ans : 180 euros TTC
- Ancienneté au sein de la collectivité de 20 ans à moins de 30 ans : 400 euros TTC
- Ancienneté au sein de la collectivité égale ou supérieure à 30 ans : 600 euros TTC

Ces dépenses seront imputées au compte 6232 « Fêtes et Cérémonies ».

Rachel COTTA

Je tiens à souligner que nous sommes très reconnaissants envers tous les agents qui partent en retraite et qui ont consacré de nombreuses années au service de l'intérêt général et de la commune. Donc avec mon équipe, pour remercier les agents qui partent à la retraite et qui se sont engagés au service de la population pendant de longues années, nous versons une gratification lors du dernier salaire qui est calculée ainsi, en plus des cadeaux :

- après 10 ans de service au sein de la mairie : 1/2 mois du traitement de base (hors primes)
- après 15 ans : 1 mois
- après 20 ans : 1,5 mois
- après 30 ans : 2 mois.

Cette gratification est versée dans le cadre de l'IFSE, lors du dernier salaire.

À titre exemple, ça peut varier de 3.000 à 6.000 euros. C'est complémentaire au cadeau du départ en retraite.

Vote à l'unanimité

CONVENTION ENTRE LE SDIS DE L'ARDECHE ET LA COMMUNE DE CRUAS POUR LA PRISE EN CHARGE DES ENFANTS DES SAPEURS-POMPIERS VOLONTAIRES DANS LES TEMPS PERISCOLAIRES

Emily DEVAUX

Madame le Maire rappelle que le SDIS de l'Ardèche s'est fortement engagé dans une politique de développement du volontariat qui est un maillon essentiel du dispositif de sécurité civile. La loi du 20 juillet 2011 relative à l'engagement des sapeurs-pompiers volontaires et à son cadre juridique a ainsi conforté le rôle des sapeurs volontaires dans ce dispositif.

L'organisation des secours repose notamment sur la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires durant les journées en semaine. Il s'avère que des parents, par ailleurs sapeurs-pompiers volontaires, ne peuvent pas se rendre disponibles à certaines heures de la journée compte-tenu des contraintes de garde de leur(s) enfant(s) après les temps scolaires (pause méridienne ou fin d'après-midi).

La présente convention a ainsi pour objet de permettre une prise en charge en urgence des enfants de sapeurs-pompiers volontaires scolarisés sur la commune, lorsqu'ils sont alertés pour une mission de secours, dans les temps périscolaires.

Ces familles pourront bénéficier gratuitement des accueils périscolaires lors d'intervention d'urgence de façon gratuite. 8 familles cruassiennes pour 12 enfants au total sont aujourd'hui concernées.

Cette gratuité se justifie par le manque de pompiers volontaires, qui participent sur notre commune à des missions d'intérêt général.

En revanche, les repas ne sont pas compris dans la prestation, cela relevant de la compétence de la CC ARC.

Le sapeur-pompier volontaire informera obligatoirement ou fera informer le responsable de l'école au numéro de téléphone de l'école maternelle ou élémentaire ainsi que le service Enfance-Jeunesse de la mairie de Cruas.

Tous les enfants devront faire l'objet, en début de l'année, d'une inscription au préalable par les parents au restaurant scolaire et à la garderie.

Le Conseil Municipal,

Vu le projet de Convention entre le SDIS de l'Ardèche et la commune de Cruas pour la prise en charge des enfants des sapeurs-pompiers volontaires dans les temps périscolaires ci annexé,

Après avoir délibéré :

- ACCEPTE la convention pour le temps périscolaire entre le SDIS de l'Ardèche et la commune ;
- AUTORISE Madame le Maire à signer cette convention ;
- TRANSMET un exemplaire de la délibération à Monsieur le Préfet de l'Ardèche pour visa, au Président du SDIS de l'Ardèche ainsi qu'au Comptable du Trésor pour information.

Rachel COTTA

Cette convention sera signée entre la commune et le Service départemental d'incendie et de secours de l'Ardèche à la rentrée prochaine. Il s'agit de la 1ère convention de ce type signée sur notre commune. Nous avons la chance d'avoir

des pompiers volontaires qui sont toujours là dans les moments difficiles. Il est important que les pompiers puissent partir l'esprit tranquille. Donc vous aurez compris que nos pompiers méritent tout notre soutien avec cette convention qui va permettre aux pompiers en cas d'intervention de ne pas se soucier de la garde de leurs enfants.

Cette délibération est adoptée à l'unanimité.

BANQUET CHAMPÊTRE – CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'OFFICE DU TOURISME POUR LA VENTE DE BILLETS

Nasser GUERBAS

La commune souhaite organiser une 2^{ème} édition du Banquet Champêtre le dimanche 17 septembre 2023.

Le prix de vente d'un repas adulte (à partir de 13 ans) est fixé à 15 €.

Le prix de vente d'un repas enfant (moins de 13 ans) est fixé à 5 €.

Madame le Maire rappelle que l'Office de Tourisme Intercommunal « Porte Sud Ardèche », peut assurer la promotion des manifestations organisées sur les quinze communes membres de la communauté de communes Ardèche Rhône Coiron, et notamment l'organisation d'un service de billetterie pour le compte d'un tiers tel que prévu à la délibération 2019/14, votée par le bureau de l'Office du Tourisme le 23 mai 2019. Il est ainsi proposé de déléguer la vente des repas du Banquet Champêtre à ce dernier.

La vente des billets sera ouverte à compter du 15 Août 2023.

Les points de ventes sont les suivants : Bureaux d'accueil de l'Office de Tourisme Intercommunal Porte Sud Ardèche : bureau de Cruas, Bureau de Le Teil et Bureau d'Alba la Romaine.

Les recettes issues de la vente de billets seront encaissées par l'intermédiaire de la régie mixte de l'Office de Tourisme Intercommunal.

Elles seront, par la suite, reversées à la commune, déduction faite des frais d'encaissement suivants :

- Vente de 1 à 100 billets : 25 € (prix forfaitaire)
- Vente de 101 à 200 billets : 50 € (prix forfaitaire)
- Vente de 201 billets et plus : 80 € (prix forfaitaire)

Ces recettes seront comptabilisées au compte 7788 « produits exceptionnels divers » du budget communal.

Le Conseil Municipal,

Vu le CGCT et notamment son article L2121-29,

Vu le Projet de convention de partenariat avec l'office de tourisme Intercommunal Porte Sud Ardèche pour la vente de billet ci annexé,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE :

- De fixer les tarifs d'inscription au repas dans le cadre de l'événement « Banquet Champêtre » du 17 Septembre prochain comme proposé ci-dessus.
- D'autoriser Madame le Maire, ou son représentant délégué, à signer la convention de partenariat avec l'Office du Tourisme Intercommunal Porte Sud Ardèche, pour la mise en place de la billetterie de l'évènement « Banquet Champêtre ».

Vote à l'unanimité

Convention pour le maintien d'un parcours bi-cross à Cruas sur le domaine concédé à la CNR

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que la commune disposait d'une convention d'occupation temporaire signée avec la Compagnie Nationale Du Rhône (CNR), pour le terrain dit du « Bi-Cross », à proximité du Lac Sud. Celle-ci s'est arrêté le 31 Mars 2022.

Cette convention étant arrivée à échéance, une nouvelle convention doit être établie pour préciser les engagements réciproques.

La commune a donc reçu le 10 février dernier la visite d'une technicienne de la CNR qui a réalisé un état des lieux sur le terrain ayant abouti à la proposition de convention qu'il vous est demandé d'approuver.

L'objet de cette convention est de maintenir le parcours Bi-Cross, accessible gratuitement au public, sur la Commune de Cruas.

Cette convention est établie à titre gracieux. Elle est conclue pour la durée pendant laquelle s'exercera la superposition d'affectations sur la parcelle cadastré 670 section AH d'une superficie de 1 003 mètres carrés au lieu-dit « le Cul de l'île ».

La Commune s'engage à informer l'État et la CNR de la fin de l'affectation supplémentaire en adressant sa décision de résiliation de la présente convention.

L'entretien de cette parcelle restera à charge de la commune.

Il est proposé de permettre à Madame le Maire de signer cette convention rétroactivement à partir 1er avril 2022, terme de l'ancienne convention, pour une durée indéterminée.

Le Conseil Municipal,

Vu le CGCT et notamment son article L2121-29

Vu le projet de Convention pour le maintien d'un parcours bi-cross à Cruas sur le domaine concédé à la CNR ci annexé,

Après en avoir délibéré :

- Autorise Madame le Maire à signer la convention proposée par la Compagnie Nationale du Rhône dans les conditions proposées,
- Autorise Madame le Maire à signer tous les documents administratifs relatifs à cette décision.

Vote à l'unanimité.

Révision du plan communal de sauvegarde

Lors de la prise de fonction de la nouvelle équipe municipale, en mai 2020, nous avons pris connaissance dans les mois suivants du Plan Communal de Sauvegarde (PCS) de la Commune de Cruas.

Pour rappel, le 16 décembre 2010 une délibération avait été prise par le conseil municipal pour élaborer le PCS. Ce dernier a été reçu en préfecture le 21 décembre 2010.

Considérant que la loi oblige que les PCS soient révisés en totalité au plus tard 5 ans après son adoption, nous avons mandaté la société GERISK, spécialisée en prévention et gestion des risques, pour nous accompagner dans cette démarche.

Une première rencontre, début 2022, a été programmée pour élaborer un échéancier et préparer en amont tous les renseignements utiles.

Le 14 juin : un exercice à la Coucourde a été proposé pour apprendre à gérer un évènement grave. Monsieur Serge GALVÉ et notre policier municipal étaient présents.

Le 24 août : le cabinet nous a restitué un projet de PCS. Nous avons pu tester les procédures et mettre en œuvre notre PCS à deux reprises.

Le 6 octobre 2022 : un premier exercice a été réalisé. Le risque géré était un accident de Transport de matières dangereuses.

Le 21 octobre 2022 : la commune a participé à un exercice national de sûreté nucléaire du CNPE de CRUAS-MEYSSE, coordonné par les Préfectures de l'Ardèche et de la Drôme.

Une fois adopté, notre PCS de la commune sera librement consultable à l'accueil de la Mairie.

De plus, afin d'informer le plus précisément la population, la collectivité a élaboré un document d'information communal sur les risques majeurs (DICRIM). Ce document, qui sera distribué prochainement, informe les administrés sur les risques majeurs. Cet outil d'information préventive est indispensable pour préparer la population à bien réagir en cas de crise.

Considérant que Le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) a été élaboré en 2010 ;

Considérant que le Plan Communal de Sauvegarde doit être révisé au moins tous les cinq ans en fonction de la connaissance et de l'évolution des risques ;

Considérant les risques recensés sur notre commune :

- Les risques naturels : Inondation, Mouvement de terrain, Séisme, Feux de forêt, Phénomènes météorologiques ;
- Les risques technologiques : Transport de matières dangereuses, Accident industriel, Accident nucléaire, Rupture de barrage ;
- Les risques complémentaires : Radon, Pandémie grippale (risques sanitaires), Grand froid, Canicule, Sécheresse ;
- Autres risques : accidents domestiques, attentats, émeute, relogement de personnes, ruine, incendie de bâtiment, potabilité de l'eau et pollution de l'air, mouvements de foule ;

Considérant les mises en situation du nouveau PCS ;

Considérant les modifications apportées au PCS et le dossier porté à connaissance des élus municipaux ;

LE CONSEIL MUNICIPAL APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ,

Article 1 - APPROUVE le Plan Communal de Sauvegarde révisé et qu'il soit adopté par Madame le Maire.

Article 2 - PRÉCISE que le plan communal de sauvegarde définit l'organisation prévue par la commune pour assurer l'alerte, l'information, la protection et le soutien de la population au regard des risques connus. Le plan communal de

sauvegarde est mis en œuvre pour faire face à un événement affectant directement la commune ou dans le cadre d'une opération de secours de grande ampleur.

Article 3 - PRÉCISE que le plan communal de sauvegarde est consultable à l'accueil de la mairie.

Article 4 - APPROUVE le DICRIM qui s'attache particulièrement à expliquer ce qu'est un risque majeur, le qui fait quoi, le plan communal de sauvegarde, les moyens d'alerte et information de la population ainsi que les bons réflexes à avoir en cas de crise.

Article 5 - PRÉCISE que Madame Le Maire met en œuvre le plan communal de sauvegarde de sa propre initiative ou sur demande du Préfet.

Article 6 - AUTORISE Madame le Maire à engager toutes procédures et à signer tous actes nécessaires à la parfaite actualisation du présent Plan Communal de Sauvegarde et ses annexes.

Article 7

- PRÉCISE qu'une ampliation de la présente délibération est transmise au SDIS

Rachel COTTA

Le DICRIM sera distribué lors d'un prochain magazine à la rentrée

Vote à l'unanimité

Extinction de l'éclairage public la nuit

Mathieu PERRIN

Madame le Maire rappelle que la Commune a approuvé le 9 novembre 2022 le schéma directeur d'éclairage public afin que les luminaires vétustes et énergivores soient remplacés par des LED. Ces nouveaux luminaires nous permettront de moduler l'intensité de notre éclairage public. L'entreprise délégataire de notre éclairage public, le SDE07, a en charge la mise en œuvre de ce schéma.

Pour rappel l'éclairage public à Cruas c'est :

- 1 331 points lumineux (Hors luminaire de stade)
- 47 armoires électriques
- 133 KVA de Puissance installée
- 532 000 KW/h d'énergie consommée par an

Notre délégataire a programmé le déploiement de l'éclairage LED à partir de 2024. Ces travaux sont prévus sur 4 ans. Le SDE07 n'étant pas en capacité d'entreprendre rapidement ces travaux sur notre commune, une solution à court terme nous a été proposée.

Le SDE07 propose en effet à la commune de Cruas que de façon temporaire, une extinction de l'éclairage public soit mise en œuvre afin de :

- Limiter la consommation d'énergie : ce qui permet de réduire le gaspillage énergétique et de contribuer à la lutte contre le changement climatique ;
- Limiter la pollution lumineuse : ce qui permet d'assurer une protection du ciel et de l'environnement nocturnes ;
- Réaliser des économies, grâce à la réduction de la consommation d'électricité et à l'accroissement de la durée de vie des luminaires.

D'après les retours d'expériences similaires menées par d'autres communes, il apparaît que l'extinction nocturne de l'éclairage public n'a pas d'impact négatif notable : aucune augmentation de l'insécurité ou d'accidents de la route n'ayant été relevée.

Le SDE07 a réalisé une étude technique et a conclu à la faisabilité technique de l'opération. Le délégataire a cependant attiré notre attention sur le fait que nos caméras de vidéosurveillance étant alimentées par l'éclairage public, une coupure totale entrainerait la mise hors service de celles-ci. C'est pourquoi il est proposé une coupure partielle. Les rues où sont positionnées nos caméras resteront éclairées (voir annexe Plan coupure).

Afin de pouvoir échanger sur ce projet avec les cruassiens, la commune a organisé une réunion publique, le 28 juin 2023, avec le SDE07.

Après une présentation du projet et des avantages, une discussion sur les horaires a été engagée.

À l'issue de cette rencontre, il est proposé de mener, à titre expérimental, du 1^{er} août 2023 au 29 février 2024, une extinction de l'éclairage public de la manière suivante :

- Du 1^{er} août au 28 octobre : extinction de l'éclairage de minuit (24h) à 5h00 le jour suivant
- Du 29 octobre au 29 février 2024 : extinction de 23h00 à 5 h00 le jour suivant

Suite à ce test, une évaluation sera menée par les différents services avant que soit décidé la prolongation possible de cette mesure dans les conditions à définir.

Le Conseil Municipal,

Vu le CGCT et notamment son article L2121-29

Considérant la réunion publique organisée le 28 juin 2023 et la présentation du SDE07

Après avoir délibéré :

- Décide que l'éclairage public sera interrompu à titre expérimental à compter du 1^{er} Août 2023 et de la manière suivante :
 - o Du 1^{er} août au 28 octobre : extinction de l'éclairage de minuit (24h) à 5h00 le jour suivant
 - o Du 29 octobre au 29 février 2024 : extinction de 23h00 à 5 h00 le jour suivant
- Demande à Madame le Maire de prendre l'arrêté précisant les modalités d'application de cette mesure dans les zones définies par le SDE07

Rachel COTTA

Donc il y a une phase test de 6 mois et une réunion sera prévue en février pour avoir un retour des riverains... Comme cela a été fait à Montélimar. On va vers une acceptabilité et le point le plus important qu'on a pris en compte ce sont les jeunes qui prennent le bus pour aller à l'école le matin.

Philippe TOUATI

Sur l'acceptabilité, c'est un peu osé de titre qu'il y a une acceptabilité dans la population cruassienne. On était 15 à la réunion publique. Donc le mettre dans le considérant c'est osé. On était 15 si j'enlève les élus de la majorité. C'est un peu juste. Et je veux revenir sur ce que j'ai dit lors de la réunion. C'est une phase test et c'est très bien. Mais pour l'évaluation, il faut des critères bien précis. Car il n'y aura pas grand monde de plus en février. Ce n'est pas de l'acceptabilité c'est que cela ne les intéresse pas.

Rachel COTTA

Si ça intéresse peu de gens c'est que l'acceptabilité est là. On a eu quelques questions. Si ce projet dérangeait en majorité je pense qu'on nous aurait fait remonter les problèmes. Avec la réunion publique on souhaitait avoir des échanges, on a été déçu qu'il n'y ait pas plus de monde. Mais il y a eu beaucoup de débats dans les communes d'alentour. On verra en février les retours. Et on aura des chiffres de la gendarmerie.

Vote à l'unanimité.

Jumelage avec la commune de FAUGLIA (Région de Pise, Italie)

Madame Stéphanie KWIAKTOWSKI expose :

Après plusieurs mois d'échanges, la Ville de Cruas a souhaité renouer avec son histoire à l'international, en s'associant à une ville de la Région de Pise en Italie, FAUGLIA. Le Jumelage entre nos deux communes contribuera à la mise en œuvre de ce souhait.

Une délégation de la Municipalité, conduite par Madame le Maire Rachel COTTA, s'est rendue à FAUGLIA en Juillet 2022. Cette délégation a été reçue par M. le Maire de FAUGLIA et plusieurs représentants de la commune italienne. Lors de cette visite, les élus de Cruas ont pu découvrir les aspects essentiels de cette ville. En retour, la commune de CRUAS a accueilli une délégation en Décembre 2022 afin de présenter sa ville, ses structures et son savoir-faire.

Les points communs entre les deux communes sont importants, tant au niveau scolaire que sportif, économique, touristique et culturel. De plus, la commune de FAUGLIA a déjà mis en place des jumelages et nous fera bénéficier de son expérience sur d'éventuels autres jumelages en Europe ou dans le reste du monde.

M. le Maire Alberto LENZI, maire de FAUGLIA, a montré une forte motivation d'officialiser une collaboration entre les deux villes comme en témoigne la délibération n°30 votée par le Conseil Municipal en date du 31 Mai 2023.

Tous ces éléments constituent des bases solides qui doivent favoriser la construction et la réalisation des projets communs faisant appel à toutes les compétences, de part et d'autre.

Les actions à suivre seront nombreuses à savoir :

- Mettre en place un Comité de Jumelage constitué en association Loi 1901 : 2eme semestre 2023
- Signer un pacte de jumelage avec FAUGLIA : 1^{er} semestre 2024
- Mettre en place les premiers échanges (sportifs, culturels, scolaires...) : 2eme semestre 2024

Afin de promouvoir l'amitié entre les citoyens de ces deux cités, il est proposé au Conseil Municipal de se prononcer en faveur de la signature d'un accord de jumelage entre FAUGLIA et CRUAS.

CONSIDÉRANT :

- Que la Ville de CRUAS souhaite renforcer ses relations internationales,
- Que la Ville de CRUAS souhaite se rapprocher d'une ville en Italie, dans la Région de Pise, liée historiquement à notre commune,
- Que le Jumelage apparait comme un outil évident afin d'attendre ces buts,
- Que les villes de CRUAS et de FAUGLIA possèdent une identité semblable (histoire, culture, scolaire, associative...) permettant d'envisager un rapprochement mutuel.

Le Conseil Municipal,

Vu le CGCT et notamment son article L2121-29

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ :

- autorise la signature d'un accord de jumelage entre la Ville de CRUAS et la Ville de FAUGLIA en Italie ;
- autorise madame le maire à signer tous les documents en lien avec cette affaire.

Vote à l'unanimité

Adhésion au groupement de commande du SDE 07 pour la réalisation d'audits énergétiques des bâtiments

Madame le Maire informe que l'article L2224-34 du Code général des collectivités territoriales autorise le SDE 07 à prendre en charge, pour le compte de ses membres, tout ou partie des travaux nécessaires pour améliorer la performance énergétique des bâtiments dont ces membres sont propriétaires.

Le SDE 07 peut assurer le financement de ces travaux. Ces travaux font l'objet de conventions conclues avec les membres bénéficiaires.

De plus, suite à l'adoption du Décret Tertiaire, de nombreuses collectivités de l'Ardèche propriétaires de bâtiments de plus de 1000 m² devront procéder à des travaux leur permettant de réaliser 60% d'économie. Un audit énergétique leur sera alors nécessaire pour s'assurer de la bonne réalisation de cette obligation.

Dans ce contexte, le Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche souhaite constituer un groupement de commandes d'audit énergétique afin de permettre aux acheteurs souhaitant réaliser un audit énergétique, d'optimiser la procédure de mise en concurrence.

Le groupement de commande est régi par une convention qui définit les règles entre l'ensemble de ses membres.

Le SDE 07, Syndicat Départemental d'Energies de l'Ardèche qui se propose de coordonner et d'exécuter le marché d'audit énergétique, en contrepartie d'une participation financière pour permettre de réaliser une étude énergétique des bâtiments publics.

Cette participation est égale au montant de l'étude déduction faites des aides perçues par le SDE 07.

La CAO du groupement sera celle du SDE07, coordonnateur du groupement.

Le Conseil Municipal,

Vu le CGCT et notamment son article L2121-29,

Vu le Projet de Convention pour la constitution d'un groupement de commandes pour la réalisation d'audit énergétique ci annexé,

Après en avoir délibéré,

- AUTORISE l'adhésion de la Commune de Cruas au groupement de commandes ayant pour objet la réalisation d'audit énergétique ;
- ACCEPTE les termes du projet de la convention constitutive du groupement de commandes pour la réalisation d'audit énergétique ;
- AUTORISE Madame le Maire à signer la convention de groupement et à transmettre le détail des bâtiments à auditer ;
- AUTORISER le représentant du coordonnateur à signer les marchés, accords-cadres et marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la Commune et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget, ainsi que les documents nécessaires à l'exécution par le SDE 07 de ce groupement de commande ;
- DONNE pouvoir à Madame le Maire pour toutes les démarches et signatures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Rachel COTTA

Cela concerne un nouveau dispositif du gouvernement pour accélérer la transition écologique dans les territoires.

Doté de 2 milliards d'euros de crédits déconcentrés aux préfets, il est destiné à financer des projets présentés par les collectivités territoriales et leurs partenaires publics ou privés dans trois domaines : performance environnementale, adaptation du territoire au changement climatique et amélioration du cadre de vie.

Mais dans la plupart des cas, la demande de subvention nécessite un audit énergétique, parfois coûteux au regard du montant des travaux. Aussi, adhérer à ce groupement d'achat c'est pour nous l'assurance de mieux maîtriser les couts de ces audits.

Vote à l'unanimité

ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 01/01/2024

Régine COGNAC expose,

1 - Rappel du contexte réglementaire et institutionnel

En application de l'article 106 III de la loi n °2015-9941 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, par délibération de l'assemblée délibérante, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57 applicables aux métropoles.

Cette instruction, qui est la plus récente, la plus avancée en termes d'exigences comptables et la plus complète, résulte d'une concertation étroite intervenue entre la Direction générale des collectivités locales (DGCL), la Direction générale des finances publiques (DGFIP), les associations d'élus et les acteurs locaux.

Reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Établissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), la M57 a été conçue pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités territoriales. Le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction.

Le référentiel budgétaire et comptable M57 étend en outre à toutes les collectivités les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires. Il est un pré-requis à la présentation d'un compte financier unique.

Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel. Ces mouvements font alors l'objet d'une communication à l'assemblée au plus proche conseil suivant cette décision.

Compte tenu de ce contexte réglementaire et de l'optimisation de gestion qu'elle introduit, il est proposé d'adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable et l'application de la M57, pour le Budget Principal à compter du 1er janvier **2024**.

Le budget annexe de l'assainissement collectif continuera d'utiliser la comptabilité M4 et sa déclinaison M49.

La M57 nécessitera la dématérialisation des actes budgétaires (utilisation de TOTEM, d'Actes Budgétaires et du PES Budget).

Pour information, cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2024 la colonne BP N-1 ne sera pas renseignée car appartenant à une autre nomenclature comptable.

2 - Application de la fongibilité des crédits

L'instruction comptable et budgétaire M57 permet de disposer de plus de souplesse budgétaire puisqu'elle autorise le conseil municipal à déléguer au maire la possibilité de procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections (article L. 5217-10-6 du CGCT). Dans ce cas, le maire informe l'assemblée délibérante de ces mouvements de crédits lors de sa plus proche séance.

Ceci étant exposé, il vous est demandé, au Conseil Municipal, de bien vouloir :

Article 1 : adopter la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable de la M57 développée, pour le budget principal de la commune de Cruas à compter du 1er janvier 2024.

Article 2 : conserver un vote par nature et par chapitre globalisé à compter du 1er janvier 2024.

Article 3 : autoriser Madame le Maire à procéder, à compter du 1er janvier 2024, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, et ce, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chacune des sections.

Article 4 : autoriser Madame le Maire, ou son représentant délégué, à signer tout document permettant l'application de la présente délibération.

Vu l'avis favorable du comptable du SGC de PRIVAS en date du 08/06/2023.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal :

- APPROUVE la mise en place de la nomenclature M57 à compter du 1^{er} janvier 2024, telle que présentée ci-dessus,

Rachel COTTA

Lors de la préparation budgétaire 2024, nous organiserons une réunion d'information en direction de tous les élus, pour expliquer concrètement et par le détail, les modifications entraînées par l'adoption de cette nouvelle nomenclature comptable.

Philippe TOUATI

Cette nouvelle nomenclature donne beaucoup plus de souplesse au Maire, et il est donc probable que nous demandions des comptes dès le début de l'année sur le budget.

Vote à l'unanimité

CREATION DE POSTE SUITE PROMOTION INTERNE

Natacha BONNEFOI

Madame le Maire expose aux membres de l'assemblée, que certains agents titulaires de la collectivité peuvent bénéficier d'une promotion interne et ce, suite à leur inscription sur une liste d'aptitude des candidats aux concours.

Considérant que l'agent figure sur la liste d'aptitude des candidats aux concours externe, interne et troisième concours pour l'accès au grade de Technicien Territorial (Arrêté n°2022/121 du CDG06) et que le grade créé est en adéquation avec les fonctions assurées par l'agent concerné.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré :

- SE DECLARE FAVORABLE à la proposition de Madame Le Maire,
- DECIDE de créer à compter du premier octobre 2023, un poste de Technicien Territorial à temps complet.
- NOTE que le tableau des effectifs communaux sera modifié en ce sens.

Vote à l'unanimité.

Bilan des décisions prises par Mme le Maire dans le cadre de ses délégations

Madame le Maire informe des décisions prises en vertu de la délibération du 23 mai 2020 par laquelle le conseil municipal l'a chargée, pour la durée de son mandat, de prendre certaines décisions prévues à l'article précité du Code Général des Collectivités Territoriales, à savoir :

Décision 2023-01-DEC : Virement de crédit n°1 Budget Communal

Au cours de l'exercice 2022, dans le cadre des Autorisations d'Occupation Temporaires du domaine public (AOT), des titres ont été émis à l'encontre de tiers erronés (titres émis à l'encontre de SFR, SFR est devenu HIVORY). Il convient donc d'annuler ces titres. Pour annuler ces derniers, il convient de constater une dépense au compte 673 « titre annulé sur exercice antérieur ». Le compte 673 est rattaché au chapitre 67 « charges exceptionnelles ». Les crédits du chapitre 67 sont insuffisants pour couvrir les annulations de titres nécessaires, il est donc nécessaire de modifier les inscriptions budgétaires prévues au budget primitif 2023, de la façon suivante :

- Chapitre 022 « dépenses imprévues » : -1 000 €
- Chapitre 67 « charges exceptionnelles », compte 673 « titre annulé sur exercice antérieur » : +1 000 €

Les titres annulés seront réémis au tiers en exercice (HIVORY) au cours de l'exercice 2023.

Question(s) de l'Opposition

Pas de question.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est clôturée à 19h39

Mme Rachel COTTA
Maire de Cruas

Mme Sandrine QUINTERO
Secrétaire de séance